

Le justifié et désespéré combat de GroupMobilisation pour zéro GES en 2030 **Le cul-de-sac d'une politique de pression pour faire la « révolution sociale »**

[GroupMobilisation](#) (GMob) est un collectif d'une poignée de personnes militantes lucides, à l'inverse cependant de Lucien Bouchard, tenaces et expérimentées connues pour leur « *Déclaration citoyenne universelle d'urgence climatique — DUC, qui est déjà appuyée par 365 municipalités du Québec représentant plus de 76% de la population, ainsi que par des dizaines et des dizaines d'organisations de la société civile, et endossée par le Parti Québécois, Québec solidaire, le Parti vert du Québec et le Bloc Québécois* » (Lettre d'opinion dans Le Soleil, 18/05/19). Depuis lors, GMob, après avoir constaté le sens purement symbolique et déclaratoire de cet acquis permettant de s'affirmer pro-climat à bon marché, n'a rien lâché. Il a publié des dizaines de vidéos et textes à propos de différents aspects de la crise climatique et d'événements la concernant dont la COP26 à laquelle il a participé. Il a en particulier publié un plan, *Les chantiers de la Déclaration d'urgence climatique* (C-DUC) qui en est rendu à sa cinquième version.

Un alarmisme de bon escient face au GIEC et qui a plusieurs faits probants dans son étui

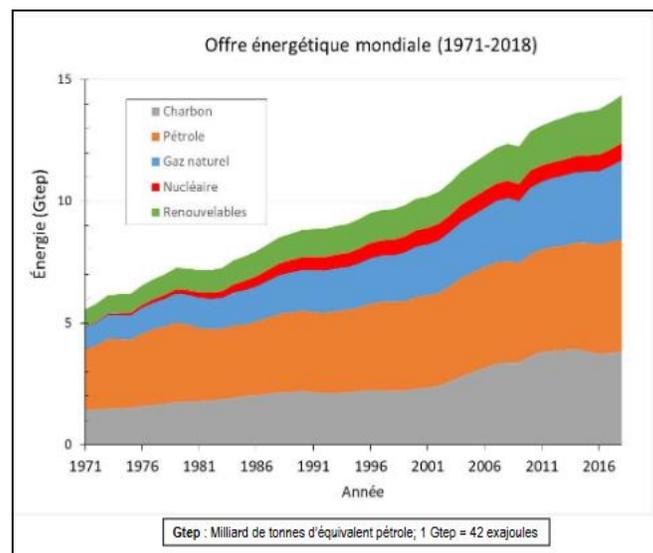
Dernièrement, dans le sillage du [Carbon budget for the 1.5 & 2°C](#) inspiré de [La réalité climatique en 2020](#) du National Centre for Climate Restoration d'Australie qui critique le conservatisme inhérent au GIEC-ONU dû à son caractère institutionnel, G-Mob a produit une vidéo percutante — *Last call climatique* — prônant le constat dramatique suivant : Il n'y a plus de budget carbone pour le 1.5°C contrairement au GIEC qui avance qu'au rythme d'émanation actuelle de GES, il ne reste que huit ans d'émanations. En plus, les aérosols de sulfate émis en même temps que les émanations de CO2 ont un effet de refroidissement pouvant valoir jusqu'à 0.5°C, effet qui disparaîtra avec la baisse des GES. En conséquence, il faut atteindre zéro émission d'ici 2030 et non 2050 pour un objectif non pas de 1.5°C mais de 2°C avec les risques inhérents de dépassement de points de rupture.

Est-ce un alarmisme menant à un paralysant catastrophisme ? Peut-être. Il n'en reste pas moins que « [d]'après un nouveau bulletin sur le climat publié par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), il est probable à 40 % que la température mondiale annuelle moyenne atteigne temporairement 1,5 °C pendant au moins l'une des cinq prochaines années, et cette probabilité augmente avec le temps. » (United Nations Climate Change, [Une température supérieure que 1,5 °C dans les cinq prochaines années, selon de nouvelles prévisions du climat](#), 27/05/22). Après tout, les émanations de GES ne cessent de grimper année après année (ClimateWatch, [Historical GHG Emissions](#), visité 9/06/22) y compris en 2021 après la baisse de 2020 due à la pandémie (International Energy Agency, [Global CO2 emissions rebounded to their highest level in history in 2021](#), 8/03/22). Le niveau actuel de CO2 stratosphérique, en croissance, s'élève à 421 parties par million (Global Monitoring Laboratory, [Monthly Average](#)

[Mauna Loa CO2](#), mai 2022) soit le niveau le plus élevé depuis plus de 30 millions d'années (Earth.org, [A Graphical History of Atmospheric CO2 Levels Over Time](#), 12/08/20).

L'inconscience de la condamnation du capitalisme vert mène au piège du tout électrique

Le plan de la DUC, d'entrée de jeu, commente que « [d]epuis les années '70, toute nouvelle source énergétique n'a jamais remplacé entièrement une source qui l'avait précédée : elle s'est plutôt additionnée aux autres. Cette offre énergétique a entraîné une plus forte consommation énergétique, ayant pour effet de plus en plus d'émissions de GES » (voir graphique).

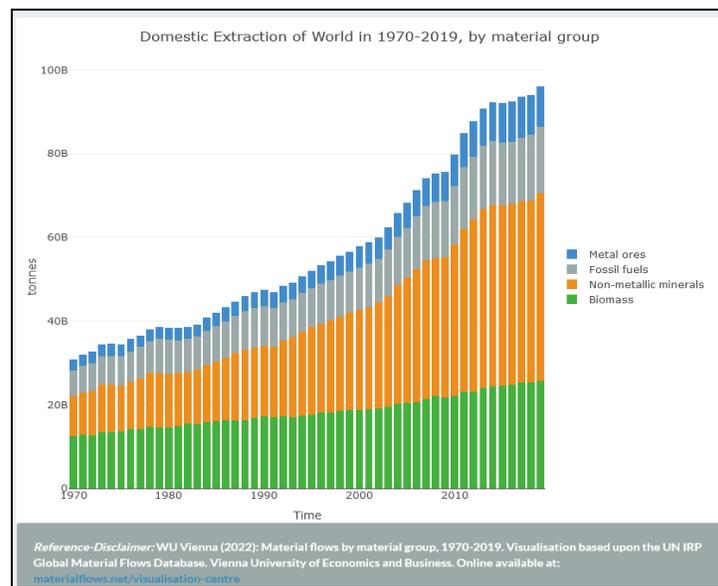


Ce simple et somme toute banal constat condamne la stratégie capitalisme vert qui prétend remplacer les énergies fossiles par les énergies renouvelables (la couche verte d'environ 20% comprenant l'hydroélectricité). Il est cependant malheureux que ce plan n'aborde pas du tout l'enjeu du capitalisme vert et encore moins du capitalisme tout court sauf en condamnant les pressions des multinationales pour l'extraction des énergies fossiles et en réclamant « la nationalisation de l'ensemble des infrastructures électriques ». Est ignorée la question de la séquestration et du captage du gaz carbonique et celle, pourtant cruciale particulièrement au Québec, du choix en matière de transport des personnes entre la stratégie capitalisme vert du remplacement des véhicules à essence par ceux électriques et la stratégie écosocialiste du remplacement de la totalité des autos solos en propriété privée par un système de transport actif et en commun gratuit, électrique, fréquent, confortable et jusqu'au moindre village avec un complément d'autopartage communautaire.

Le plan, en dernière analyse, est basé sur le technologiste tout électrique en favorisant « des tarifs électriques d'urgence climatique (TÉUC) » que ce soit pour la climatisation des bâtiments, les énergies et les procédés industriels et surtout le transport des passagers et des marchandises. Dans sa présentation synthèse de son chapitre sur le transport, GMob parle certes d'« [a]ccentuer la conversion électrique [et à] l'avion, favoriser le transport électrifié sur

rail et sur l'eau » mais ignore l'enjeu du transport des personnes. Finalement le chat sort du sac. Si la CAQ se propose d'interdire la vente des véhicules à essence en 2035 et Québec solidaire en 2030, le plan de la DUC le veut « *d'ici 2025* » tout en prônant des « *bornes de recharge publiques* ». GMob a beau reconnaître la plaie de l'étalement urbain, abordé à cinq reprises dans le plan, et d'autre part qu'il y a 1.5 véhicule par ménage, il ne saisit pas la contradiction sauf à inciter les individus à « *éviter l'utilisation des véhicules en solo* ». Pour le rail, si on le souhaite dans chaque municipalité il n'est jamais question de nationaliser les réseaux existants. En résumé, « *[e]n électrifiant nos modes de transport, nous pourrions quasiment annihiler les GES associés à ce secteur* ».

À aucun moment n'est prise en compte la contradiction du remplacement de l'extractivisme des hydrocarbures par celui des mines à ciel ouvert bien que le plan de la DUC en soit conscient mais seulement comme enjeu de déchets. Depuis 1970, l'extraction matérielle mesurée en tonnes a été multiplié par trois :



There are three kinds of lies: a lie, a dam lie and statistics

GMob n'en constate pas moins maintes insuffisances statistiques qui embellissent le bilan GES québécois. Le bilan québécois de 84 mégatonnes d'équivalent CO2 exclurait de 5 à 6 mégatonnes pour le trafic maritime international, dont 0.5 pour les seules croisières, et peut-être autant pour les vols aériens internationaux. Il faudrait donc ajouter plus de 10% au bilan. Les émissions industrielles déclarées par les émetteurs diffèrent du tiers entre celles d'Ottawa et de Québec. Sans compter que l'ajout de la combustion de la biomasse, exclue pour cause de recapture naturelle du CO2 ce qui n'a rien d'automatique, augmenterait le bilan québécois de plus de 10% si elle était ajoutée à la combustion industrielle. Il faut savoir gré à GMob de reconnaître que « *[l]a biomasse [...] impose une pression sur les forêts et les sols en général, en*

plus d'émettre des particules fines. » Sauf qu'à part le chauffage domestique au bois n'est pas abordée la question de la filière industrielle de la biomasse.

Le plan de la DUC attire fort à propos l'attention sur la croissance exponentielle du numérique, alimentée par l'arrivée de la technologie 5G et la connectivité générale, dont la consommation énergétique croît cinq fois plus vite que celle de l'électricité. « *Les émissions de gaz à effet de serre du secteur numérique sont elles aussi inquiétantes : la fabrication des tous les appareils et leur fonctionnement représentaient en 2017 3,4 % des émissions totales de GES (1,8 GtCO₂) et devrait représenter 7,6 % en 2025 (3,7 GtCO₂).* » En plus, « *[I]es déchets électroniques sont à la hausse : ordinateurs, écrans, imprimantes, téléphones, etc., et ils contiennent des substances toxiques pour l'environnement : mercure, plomb, arsenic.* » S'il y a un domaine où l'obsolescence programmée règne en maître c'est bien ce secteur électronique qui génère un flux continu de « serplusariens ».

La cerise sur le gâteau de la tromperie statistique est que « *l'empreinte carbone réelle du Québec, incluant la consommation de biens achetés ailleurs (« l'empreinte fantôme »), mais excluant ceux exportés, serait de l'ordre de 150 mégatonnes d'équivalents-CO₂ au lieu des 80 de nos inventaires.* » Par exemple, pour le transport, l'inventaire officiel ne comptabilise pas les GES émanant de la production très énergivore du pétrole et du gaz naturel consommés au Québec ni non plus ceux de la production des véhicules automobiles. Cette comptabilité par la consommation de produits et services sur leur cycle de vie reflète plus fidèlement le mode de vie que celle officielle basée sur la production nationale. On peut parier que cette comptabilité égaliserait par le milieu la performance québécoise à celle de l'Alberta.

Le capitalisme cumulard est incapable de générer une « révolution sociale »

Finalement l'urgence climatique au carré diagnostiquée par GMob atterrit en un plan tout électrique et une politique de taxation carbone qu'il a soin de ne pas nommer. À part peut-être la nationalisation de la marginale production électrique privée et « *imposer des directives claires au secteur financier* », GMob ne questionne nullement le mode de production capitaliste et à peine le mode de consommation de masse concomitant bien que le plan de la DUC fasse l'hypothèse fantasmagorique d'un zéro net en 2030. GMob ne saisit pas qu'il n'est pas question que le capitalisme sacrifie volontairement sa rentabilité en mettant aux poubelles prématurément ses centaines de milliards \$ d'actifs productifs liés aux hydrocarbures et encore moins qu'il sacrifie la croissance pour une rapide décroissance de la production matérielle. Ce plan, au-delà de ses pertinentes révélations ponctuelles, relève davantage de l'admonestation morale que d'un ensemble cohérent de politiques avec cibles et échéances. Faut-il se surprendre que GMob, pour mettre en œuvre son plan, suppose qu'il faudrait simplement « *[m]ettre sur pied un comité gouvernemental non partisan sur l'urgence climatique* » ! L'urgence climatique se réglerait de la même manière que la politique pour le droit à mourir. En effet, le résultat de cette souris devant accoucher d'une montagne serait sûrement la mort de l'humanité. Peut-être est-ce la signification d'« *une mobilisation de temps de guerre* » ?

Dans son dernier vidéo, GMob, sans doute déçu par sa faible audience après le succès illusoire de la ratification de son cri d'alarme par des centaines de municipalités, lance le mot d'ordre de « *révolution* » et même de « *révolution sociale* » ce dont il n'est nullement question dans son plan pourtant mis à jour pour la cinquième fois. On a envie de dire : il était temps car l'atteinte de sa cible 2030 l'exige. Mais on n'en saura pas plus car la vidéo reste ancrée dans le diagnostic. Tout plan en conformité avec le diagnostic du GIEC-ONU, et encore plus au-delà, se doit de remettre en question l'accumulation capitaliste qui résulte de sa loi fondamentale de la compétition entre capitaux privés et les États qui les servent. Alors, les conditions seront réalisées pour révolutionner les systèmes de l'énergie — que le Québec hydroélectrique a le luxe de pouvoir reporter à plus tard — basé sur le zéro hydrocarbure, la sobriété et l'efficacité énergétique; du transport basé sur l'interdiction de l'auto solo en faveur du transport actif et collectif partout; de l'aménagement du territoire basé sur l'habitat collectif écoénergétique, la proximité des services, les circuits marchands courts en particulier alimentaires, les parcs nature et l'agriculture urbaine; de l'agriculture basée sur le rejet de l'agro-industrie et du régime carné en faveur de l'agriculture biologique végétarienne; de la fabrication réduite à sa plus simple expression grâce à la fin de l'obsolescence programmée et du jetable laissant place à la garantie effective de réparation et de reprise.

La direction Solidaire bloque la popularisation de l'indépendance de gauche de la plateforme

N'en reste pas moins qu'un plan qui n'est pas porté par une force politique crédible n'est que cymbales retentissantes. Actuellement, la seule force politique québécoise susceptible de défendre un tel plan est Québec solidaire. Son programme parle de la nécessité de « *dépasser le capitalisme* » ce qui n'exclut pas de favoriser un renversement révolutionnaire. Sa plateforme électorale 2022 a comme principal but, établi dès le départ dans le point 1.1, de réduire de 55% à 65% les émanations de GES d'ici 2030 ce qui est à la limite conforme avec le diagnostic du GIEC-ONU. Manque le plan pour y arriver, lequel doit suivre à temps pour la campagne électorale, bien qu'on trouve dans la plateforme plusieurs éléments. Mais il y a blocage au niveau de la direction du parti. Dans son entrevue avec le chef parlementaire du parti, Patrice Roy de Radio-Canada avait cent fois raisons d'affirmer et de répéter que l'indépendance ne fait pas partie du discours politique du parti même si la plateforme du parti en traite explicitement (Radio-Canada, [Entrevue avec Gabriel Nadeau-Dubois](#), 10/06/22).

Pourquoi le porte-parole homme, au lieu de nier l'évidence et d'esquiver la question tout en prenant à partie l'interviewer, n'a-t-il pas profité de l'occasion pour justement expliciter ce que dit notre plateforme électorale sur le sujet soit que « *Québec solidaire s'engage à lancer une démarche d'assemblée constituante dès son arrivée au pouvoir [laquelle assemblée] aura pour mandat d'élaborer un projet de constitution pour un Québec indépendant. Ce projet sera soumis à la population par référendum [...] Pour que le peuple du Québec affirme sa souveraineté, Québec solidaire s'engage à remettre en question les accords et conventions internationales économiques et militaires signés par le Canada, non seulement ceux de libre-échange, mais aussi les accords militaires et les ententes fiscales qui protègent la grande entreprise et les plus riches.* » Invoquer les rapports avec les peuples autochtones comme

béquille justificatrice ou se contenter de répondre que le député de Jean-Lesage a proposé de supprimer le serment à la Reine n'a aucun rapport avec l'indépendance car l'indépendance n'est pas nécessaire pour ce faire sans compter que l'affaire n'a rien de majeure.

Un peu d'audace de libération nationale sous une poussée d'émancipation sociale

Pourquoi ne pas avoir ajouté que seul un Québec indépendant libéré du libre-échange aura les moyens de vaincre l'inflation par exemple en instaurant un contrôle des prix et profits des entreprises alimentaires et pétrolières, et même un rationnement des denrées non carnées de base ce qui contribuerait à régler la lutte climatique. Pourquoi ne pas avoir dit qu'une Banque du Québec, une monnaie québécoise et une Société québécoise d'hypothèques et de logement aurait les moyens d'instaurer une politique de logement populaire confortable, spacieuse, bon marché, et « écoénergétique » comme le dit notre plateforme, ce qui aussi contribuerait à régler la crise climatique. Pourquoi ne pas avoir dit qu'un Québec indépendant de gauche aurait la volonté et les moyens d'instaurer d'ici 2030 un transport actif et en commun gratuit — ce qui se trouve dans la plateforme — électrique, fréquent, confortable jusqu'au moindre village, avec un complément d'autopartage communautaire, ce qui permettrait d'interdire la vente d'autos solo pour le plus grand soulagement du budget des ménages.

Ah oui ! Quand la direction Solidaire rendra-t-elle publique sa plateforme au lieu de la cacher par soi-disant tactique de communication, en fait pour que l'électorat ne se rende pas compte de la contradiction entre le discours de la direction et de la députation d'une part et d'autre part ce qu'a proposé la Commission politique au congrès du parti qui l'a discutée et votée ? En attendant se prépare durant la prochaine campagne électorale une grève climatique pour le 23 septembre. Se sont réunis à Montréal pour la préparer le groupe Travailleurs et travailleuses pour la justice climatique qui l'organise avec les collectifs La Planète s'invite, la Coalition étudiante pour un virage environnemental et social – CEVES, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec — MÉPACQ et d'autres personnes militantes dont quelques-unes de Mob6600ParcNature d'Hochélag-Maisonneuve. Il y a une volonté d'éviter la manifestation généraliste sans revendications concrètes. Il a été question de cibler la revendication de Mob6600 d'exproprier le terrain de l'entreprise Ray-Mont pour une plateforme de transbordement rail-camions (Marc Bonhomme, [La mobilisation printanière pour le parc nature dans Hochelaga-Maisonneuve](#), 12/04/22). À suivre. Peut-être qu'une poussée populaire donnerait-elle de l'audace à la direction Solidaire ?

Marc Bonhomme, 11 juin 2022

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca